

RENTRÉE SCOLAIRE

L'ANPE contre le report

P2

APN

Quatre projets de loi soumis aux commissions spécialisées

P3

HAMDI BENNANI DÉCÉDÉ
HIER À L'ÂGE DE 77 ANS

L'icône du malouf tire sa révérence

P24



ACCORD D'ASSOCIATION ALGÉRIE-UE

Vers la révision du calendrier du démantèlement tarifaire

P3



JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA PAIX

Une célébration en contexte de Covid et de conflits

La Journée internationale de la paix correspondant au 21 septembre de chaque année intervient cette fois-ci dans un contexte mondial des plus instables marqué en sus des guerres et des conflits vifs dans nombre de continents, par l'avènement d'un ennemi invisible, le coronavirus, bouleversant l'ordre des choses et ramenant l'humanité à sa juste valeur, à savoir des entités condamnées à vivre ensemble en paix. " La furie avec laquelle s'abat le virus montre bien que se faire la guerre est une folie ", a rappelé le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, en mars dernier, appelant toutes les parties belligérantes à déposer leurs armes et à se concentrer sur la lutte contre cette pandémie mondiale sans précédent.

P15

SELON UNE ENQUÊTE

INTERNATIONALE

Blanchiment de sommes énormes par de grandes banques

Une enquête internationale du Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ) révèle que des montants astronomiques d'argent sale ont transité durant des années par les plus grandes institutions bancaires du monde et dénonce les carences de la régulation du secteur. "Les profits des guerres meurtrières contre la drogue, des fortunes détournées des pays en développement et des économies durement gagnées volées dans le cadre d'une pyramide de Ponzi ont tous pu entrer et sortir de ces institutions financières, malgré les avertissements des propres employés des banques", détaille l'investigation, menée par 108 médias internationaux, de 88 pays. L'enquête est fondée sur des milliers de "rapports d'activité suspecte" (SAR en anglais) adressés aux services de la police financière du Trésor américain, FinCen, par des banques du monde entier.

P3

Régions

ORAN

Reconversion de plus de 10 000 ha de céréales en fourrages

P9

AÏN TÉMOUCHENT

Un hôpital seulement pour accueillir les malades du Covid-19

P9

CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

197 nouveaux cas, 133 guérisons et 7 décès

P24

ABDELMADJID TEBBOUNE

"Si le peuple veut le changement, il est temps de l'opérer"

Lutte contre l'argent sale

SITUATION AU SAHEL

"90% de la solution malienne est algérienne..."

P3

Sport

FOOT / MC ORAN

L'entame de la préparation d'intersaison fixée à dimanche

P13



Brèves

RENTREE SCOLAIRE
L'ANPE contre
le report

« Nous sommes contre le report de la rentrée scolaire. Elle doit avoir lieu au plus tard à la mi-octobre », a affirmé hier Ahmed Khaled, président de l'Association nationale des parents d'élèves (ANPE) », selon des sources médiatiques. Évoquant la mise en place d'un protocole sanitaire, le président de l'ANPE a indiqué que « si nous ne sommes pas approchés par les services du ministère de tutelle au cours de cette semaine, nous soumettrons au ministre de l'Éducation nationale un rapport sur la situation et nos propositions pour la rentrée scolaire ».

M. Ahmed Khaled se dit contre le fait de diviser les classes en deux groupes, en programmant les cours en présentiel pour une partie la matinée, et pour la seconde l'après-midi. Pour rappel, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a indiqué dimanche lors d'une entrevue avec les médias que la prochaine rentrée scolaire était entre les mains du Comité scientifique et du gouvernement. « Il y a des pays européens qui ont ouvert des écoles et ont repris des programmes, mais le retour du nombre élevé d'infections au coronavirus les a obligés à fermer les écoles », a-t-il souligné.

R.N

MÉDIA

Rassemblement de soutien à Khaled Drareni

Un rassemblement de soutien au journaliste Khaled Drareni a été organisé hier à l'intérieur de la maison de la presse, Tahar-Djaout, à Alger. Le rassemblement des journalistes et des étudiants en soutien aux détenus politiques et à Khaled Drareni a débuté vers midi avec un seul mot d'ordre Liberté pour Drareni, Zeghliche et les prisonniers d'opinion. Ont assisté, en plus de quelques journalistes et étudiants, des avocats et des militants des droits de l'homme. Durant le rassemblement autorisé par la direction de la maison de la presse les présents ont scandé « libérez le journaliste, libérez la justice ». Les manifestants ont également dénoncé la condamnation prononcée contre le journaliste. La cour de justice d'Alger a condamné Khaled Drareni à deux (2) ans de prison ferme pour « atteinte à l'unité nationale » et « incitation à un rassemblement non armé. » Interrogé sur Khaled Drareni, condamné récemment à deux ans de prison ferme, le Président Tebboune a expliqué, lors d'une entrevue avec des responsables de médias nationaux qu'on ne pouvait trancher de l'inexistence de la liberté d'expression dans un pays en raison d'une personne "impliquée dans une affaire n'ayant aucune relation avec la presse", révélant, dans ce sens, qu'il n'existe aucun document prouvant sa relation avec la chaîne de télévision qu'il prétend travailler avec. La liberté d'expression est consacrée "mais s'il existe une restriction, elle est imposée aux injures", a-t-il souligné, indiquant que la loi est applicable à tous dans le but de mettre un terme à l'anarchie. Et d'ajouter que "cette loi est la même qui s'applique en Europe. Aucune personne n'est incarcérée (en Algérie) pour un article qu'elle a rédigé".

Id.D.

CONSEIL DES MINISTRES

Santé, mines et finances au menu

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, a présidé, dimanche, une réunion du Conseil des ministres, consacrée à plusieurs dossiers liés aux secteurs des mines, de la santé, des finances et de l'agriculture, indique un communiqué de la présidence de la République.



Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a donné plusieurs instructions visant à améliorer le secteur de la santé. En effet, le Président a ordonné la construction d'un centre de lutte contre le cancer à Djelfa et le 15 octobre a été fixé comme date limite du début des travaux. Finaliser l'identification des équipements médicaux nécessaires dans les deux prochains mois pour les acquérir avant la fin de l'année. Doter le centre anti-cancer de Djelfa d'équipements modernes, notamment en radiothérapie et chimiothérapie, pour répondre aux besoins des patients cancéreux des wilayas voisines ; Fournir des services hôteliers pour accueillir les familles accompagnant les malades et venant de loin; La construction d'un centre hospitalo-universitaire dans la capitale suffisamment aux normes européennes pour mettre fin aux déplacements à l'étranger pour les soins.

Banques algériennes à l'étranger

Le Président a ordonné l'ouverture de banques algériennes à l'étranger, notamment en Europe et en Afrique, qu'elles soient nationales ou à capital commun, pour permettre aux ressortissants algériens

de déposer ou de transférer leur argent, et d'effectuer le paiement des échanges commerciaux, rapporte l'ENTV qui cite un communiqué de la présidence de la République.

Le président de la République a ordonné d'œuvrer pour bénéficier des institutions financières internationales dans la mesure de la contribution de l'Algérie, comme le font d'autres pays.

L'exploitation artisanale immédiate autorisée

Afin de mettre en œuvre les précédentes décisions d'exploitation des mines d'or et autres métaux dans le pays, le président de la République a ordonné le lancement immédiat de l'exploitation artisanale en recourant à des solutions conjoncturelles dans l'attente de la révision de la loi minière.

Cette décision est prise ce dimanche lors de la tenue un Conseil des ministres pour une « meilleure adaptation avec les nouvelles données, en collaboration avec la société civile, sans pour autant définir le nombre de bénéficiaires parmi les jeunes ayant formé des coopératives de jeunes » indique le communiqué dudit Conseil. A ce propos, le chef de l'Etat a chargé le Premier ministre de tenir une réunion de

coordination entre les ministères concernés par l'extraction de l'or et le ministère de la Défense nationale, en vue de traiter les questions liées à l'interdiction de l'exploitation illégale et anarchique par les orpailleurs illégaux qui s'infiltrent dans la région, parallèlement à la sauvegarde des monuments culturels et sites archéologiques dans le grand Sud. Toutefois, il a demandé la valorisation des initiatives individuelles et leur libération de toute entrave bureaucratique pour encourager les jeunes de la région à exploiter ce minerai et y résorber le chômage. En outre, il a aussi chargé le ministère de l'Intérieur d'accompagner les entreprises concernées par ce projet et d'assurer la sécurité au niveau des circuits d'exploitation en coordination avec le ministère de la Défense nationale.

Par ailleurs, le président Tebboune a instruit le ministre des Mines à l'effet d'accélérer l'exploitation de la mine de fer de Ghar-Djebilet et du gisement de Zinc et de phosphate de Oued Amizour pour réduire la dépendance aux recettes des hydrocarbures. Il a aussi demandé la réalisation d'une ligne ferroviaire entre Tindouf et Bechar, pour atteindre cet objectif, Tebboune a proposé la « possibilité de faire appel, dans ce projet, au partenaire chinois pour rattraper le retard ».

R.N

TRANSFERTS SOCIAUX

Réduire le montant sans attenter aux catégories défavorisées

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a appelé à l'impérative "réduction" du budget destiné aux transferts sociaux, oscillant entre 12 et 14 milliards de dollars par an, sans pour autant "attenter aux catégories défavorisées, aux pauvres et aux indigents". Le montant des transferts sociaux oscille entre 12 et 14 milliards de dollars par an. Ce chiffre doit être

revu à la baisse, d'une manière ou d'une autre, sans pour autant attenter aux pauvres et aux indigents dans notre pays", a indiqué le Président Tebboune qui intervenait lors d'une entrevue avec des responsables de médias nationaux, diffusée dimanche soir. "Nous avons enclenché le processus de prise en charge de cette catégorie dont le salaire ne dépasse pas les 30 000 da, en leur suppri-

mant l'IRG, et nous continuerons à lui apporter notre soutien jusqu'à ce que tous les Algériens puissent jouir de chances égales à une vie décente", a poursuivi le président de la République. La révision constitutionnelle, soumise à référendum le 1er novembre prochain, préservera le caractère social de l'Etat, a rassuré le président Tebboune.

R.N

ABDELMADJID TEBBOUNE

”Si le peuple veut le changement, il est temps de l’opérer”

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, s’est, encore, prêté au jeu des questions réponses, dans une rencontre avec des responsables de la presse nationale diffusée dans la nuit de dimanche à lundi.



Dans cette rencontre, Abdelmadjid Tebboune a exprimé des convictions politiques tout en révélant une bonne partie de son programme politico-économique dans les mois à venir. Pour le Président, la révision de la Constitution est le moyen le plus sûr pour opérer le changement tant attendu par les Algériens. "Si le peuple veut le changement, il est temps de l'opérer", a-t-il déclaré, en affirmant que la nouvelle Constitution "accorde des prérogatives à l'élu choisi par le peuple". "L'Etat algérien sera, après le référendum sur la révision constitutionnelle prévu le 1er novembre 2020, davantage moralisé et véritablement au service du citoyen et non pas au service d'un groupe de personnes qui exerce sur lui une autorité paternaliste", a-t-il ajouté, assurant que "le peuple décidera seul de son destin".

Le président de la République a fait part, au cours de cette entrevue, de son "souhait" de voir les citoyens "plébisciter le projet de révision constitutionnelle, pour qu'on puisse passer directement à la révision de la loi portant régime électoral, laquelle sera soumise au parlement pour donner naissance, si possible, à de nouvelles institutions élues avant la fin de l'année". Evoquant les changements les plus importants que consacrera la nouvelle Constitution, M. Tebboune a affirmé que la représentation sera "réelle à travers cette Constitution qui offrira de larges prérogatives aux élus". Sur le registre des démarches à venir, après cette échéance, le président de la République a révélé l'organisation d'élections législatives anticipées avant la fin de l'année. L'annonce est faite, même si le Président n'a pas avancé une date précise. Côté économique, Tebboune a

annoncé la révision de la loi sur la monnaie et le crédit, la révision du calendrier du démentiellement tarifaire avec l'Union européenne... Dans le même sens, il a fait part de l'ouverture d'ateliers économiques "immédiatement après les élections" afin de réaliser un bond économique "en concertation avec tous les acteurs de la société". Ces ateliers seront organisés par une commission nationale qui comprendra, entre autres, des économistes, des sociologues, des journalistes, des syndicalistes, des imams ainsi que toutes les autres catégories de la société".

LUTTE CONTRE L'ARGENT SALE

Plusieurs autres points ont été abordés par le chef de l'Etat au cours de cette rencontre, parmi lesquels le caractère "impératif" de la lutte contre l'argent sale en garantissant la transparence

dans la gestion "de la base jusqu'au sommet". Ce phénomène "s'est propagé tel un cancer dans la société et doit être combattu", a insisté M. Tebboune, affirmant que "la loi sera intransigeante vis-à-vis de tous ceux qui recourent à l'argent sale". Le président de la République a abordé le volet mémoriel en réaffirmant que l'Algérie ne renoncera point à la récupération des restes mortuaires des résistants à l'occupation française, dont le nombre avoisine la centaine, ni aux archives relatives à cette période de son histoire. Le Chef de l'Etat a, enfin, évoqué la liberté de la presse en Algérie, soulignant que cette dernière était et qu'aucune restriction ne lui était imposée. Il a cependant précisé que la liberté d'expression avait des "limites" et qu'il existait des lois applicables à tout un chacun.

Synthèse : Ha. S.

Brèves

NATIONS UNIES

Tebboune participe à l'AGO par visioconférence

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, participera aujourd'hui par visioconférence à l'Assemblée générale ordinaire (AGO) des Nations unies (ONU), a indiqué hier un communiqué de la Présidence de la République. "Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, participera ce mardi par visioconférence à l'Assemblée générale ordinaire (AGO) des Nations unies (ONU), où il prononcera une allocution qui définira la position de l'Algérie vis-à-vis des questions régionales et internationales de l'heure, outre la réforme de l'organisation onusienne notamment le Conseil de sécurité pour qu'il soit plus équitable en termes de représentation régionale des continents", a souligné la même source. Cette session, qui coïncide avec le 75e anniversaire de l'ONU, se tiendra sous le slogan : "L'avenir que nous voulons, les Nations unies dont nous avons besoin : Réaffirmer notre engagement collectif en faveur du multilatéralisme - affronter la COVID-19- par une action multilatérale efficace", précise le communiqué.

APS

APN

Quatre projets de loi soumis aux commissions spécialisées

Le Bureau de l'Assemblée populaire nationale (APN) a soumis, hier lors d'une réunion présidée par Slimane Chenine, président de l'Assemblée, quatre projets de loi aux commissions spécialisées pour examen, indique un communiqué de l'APN. Il s'agit du projet de loi portant approbation de l'ordonnance modifiant et complétant l'ordonnance 66-155 du 8 juin 1966 portant Code de procédure pénale, du projet de loi portant approbation de l'ordonnance relative à la prévention et à la lutte contre les bandes de quartiers, du projet de loi portant approbation de l'ordonnance modifiant et complétant la loi relative à la Santé et du projet de loi portant ratification de l'accord portant création de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF), conclu le 21 mars 2018 à Kigali, précise la même source. Concernant l'agenda des travaux de l'APN, le Bureau a décidé de tenir jeudi prochain une séance plénière consacrée à la validation de qualité de membre de l'APN de nouveaux députés et au vote du projet de loi portant ratification de l'accord portant création de la ZLECAF à Kigali ainsi que le vote sans débat du projet de loi relatif à l'ordonnance portant Code pénal. Il sera procédé, lors de la même séance, au vote sans débat du projet de loi portant approbation de l'ordonnance portant Code de procédure pénale, du projet de loi portant approbation de l'ordonnance relative à la prévention et à la lutte contre les bandes de quartiers et du projet de loi portant approbation de l'ordonnance relative à la Santé ainsi que la validation de la liste des vice-présidents de l'APN. Le Bureau a soumis, par la suite, à la Commission des affaires juridiques, les décisions du Conseil constitutionnel relative au remplacement de trois députés, suite à la vacance de leurs sièges et notifié les démissions de deux députés de leurs formations politiques. Au terme de la réunion, le Bureau de l'APN a examiné le projet du budget modifié de l'APN pour l'exercice 2020, conclut le communiqué.

APS

SITUATION AU SAHEL

”90% de la solution malienne est algérienne...”

Au plan international, le Président Tebboune a assuré que l'Algérie suivait de près la situation au Mali avec lequel elle est en contact permanent, exprimant son souhait de voir "la période de transition réduite au minimum, outre une personnalité civile à la tête de l'Etat pour que nous puissions contribuer au règlement de la crise dans ce pays". A ce propos, il a affirmé que "l'Algérie n'a pas eu de discussions ni de concertations avec aucune partie internationale de l'extérieur concernant cette question", ajoutant que "90% de la solution malienne est algérienne...". Par ailleurs, M. Tebboune a souligné que l'Algérie "n'a aucun problème avec le Maroc frère", précisant que la cause du "Sahara Occidental est une question de décolonisation exposée au niveau de l'ONU". Pour ce qui est de la Libye, le président Tebboune a renouvelé la position de l'Algérie en faveur d'une solution durable, émanant de la légitimité populaire électorale sous l'égide des Nations unies, soulignant que "cette question

nous concerne aussi et nous sommes un pays voisin qui partageons avec la Libye de longues frontières. Nous imposerons notre avis et il n'y aura aucune solution sans notre participation". Le Chef de l'Etat a également émis le vœu "de voir le processus en Libye couronné par une solution pérenne et non provisoire notamment à la lumière de la tenue des élections qui ont été largement accueillies et qui sont soutenues par l'ONU dans le but d'unir les frères libyens, notamment entre Benghazi et Tripoli et d'aller vers la désignation de nous pour assumer des responsabilités", soulignant qu'"il y a des noms qui commencent à apparaître". A ce sujet, le président Tebboune a rappelé qu'il existait une nouvelle démarche de la part de l'ONU d'où l'annonce de départ de certaines parties dont Fayaz Al-Sarraj, réaffirmant que "l'Algérie n'entravera pas le processus onusien". Déplorant la poursuite du conflit en Libye, le président de la République a indiqué que le peuple libyen méritait de vivre dans la sécurité, la sérénité et l'unité et

d'exploiter ses potentiels et les ressources de son pays". Concernant la question palestinienne, le président de la République a réitéré la position "constante" de l'Algérie vis-à-vis de la cause palestinienne, qui est "sacrée pour nous et pour l'ensemble du peuple algérien", déplorant, dans ce sens, "l'empressement pour la normalisation (avec l'entité sioniste), à laquelle nous ne prendrons jamais part". Soulignant que la question palestinienne "est la cause centrale du Proche-Orient", le Président Tebboune a déclaré : "je ne pense pas qu'il y'aura une solution dans cette région sans la résolution de cette question qui doit être par la proclamation d'un Etat palestinien indépendant sur les frontières de 1967 avec El Qods pour capitale". Le président de la République a indiqué que le discours qu'il prononcera à l'occasion de l'Assemblée générale des Nations unies, prévue aujourd'hui, portera sur la défense de la question palestinienne qui ne sera pas abandonnée par l'Algérie "quelles que soient les circonstances".

R.N

SELON UNE ENQUÊTE INTERNATIONALE

Blanchiment de sommes énormes par des grandes banques

Une enquête internationale du Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ) révèle que des montants astronomiques d'argent sale ont transité durant des années par les plus grandes institutions bancaires du monde et dénonce les carences de la régulation du secteur. "Les profits des guerres meurtrières contre la drogue, des fortunes détournées des pays en développement et des économies durement gagnées volées dans le cadre d'une pyramide de Ponzi ont tous pu entrer et sortir de ces institutions financières, malgré les avertissements des propres employés des banques", détaille l'investigation, menée par 108 médias internationaux, de 88 pays. L'enquête est fondée sur des milliers de "rapports d'activité suspecte" (SAR en anglais) adressés aux services de la police financière du Trésor américain, FinCen, par des banques du monde entier. "Ces documents, compilés par les banques, partagés avec le gouvernement, mais gardés hors de la vue du public, exposent le gouffre béant des garanties bancaires et la facilité avec laquelle les criminels les ont exploitées", assure le média américain Buzzfeed News, en préambule de son enquête. Les documents portent sur 2 000 milliards de dollars de transactions, qui ont circulé entre 1999 et 2017. L'investigation pointe notamment du doigt cinq grandes banques -- JPMorgan Chase, HSBC, Standard Chartered, Deutsche Bank, et Bank of New York Mellon -- accusées d'avoir continué à faire transiter des capitaux de criminels présumés, et ce même après avoir été poursuivies ou condamnées pour faute financière.

Au terme de ses recherches, Buzzfeed News affirme que "les réseaux par lesquels l'argent sale transite dans le monde sont devenus des artères vitales à l'économie mondiale". Dans un communiqué, la Deutsche Bank a assuré que les révélations du Consortium étaient en fait des informations "bien connues" de ses régulateurs et dit avoir "consacré d'importantes ressources au renforcement de ses contrôles" et "être extrêmement attentive au respect de (ses) responsabilités et de (ses) obligations". L'investigation pointe aussi l'impuissance des autorités américaines dans la régulation de ces transactions. Dans un communiqué publié avant la diffusion de cette enquête, la police financière du Trésor américain a averti que la diffusion des rapports d'activité suspecte était un "crime" qui "peut avoir un impact sur la sécurité nationale des États-Unis".

R.E

EAU (ÉQUIPEMENTS ÉNERGIVORES)

Une commission pour développer le renouvelable

Une commission sera incessamment mise en place afin d'étudier l'ensemble des moyens de développer la consommation d'énergie à partir de ressources renouvelables au niveau des équipements hydrauliques énergivores, a indiqué hier à Alger le ministre des Ressources en Eau, Arezki Berraki.



Lors d'un point de presse, en marge d'une réunion avec le ministre de la Transition énergétique et des Énergies renouvelables, Chems Eddine Chitour, en présence de cadres des deux secteurs et de représentants de Sonelgaz, M. Berraki a fait savoir qu'une commission sera incessamment mise en place afin d'évaluer les moyens et les opportunités disponibles pour équiper les grandes infrastructure hydrauliques de sources d'alimentation énergétique renouvelables. Selon le ministre, il s'agit égale-

ment de réhabiliter un certain nombre d'équipements de production hydro-électrique à l'arrêt. "Nous avons des équipements hydro-électriques à l'arrêt que nous pouvons réhabiliter et remettre en service", a-t-il estimé. Les grands transferts d'eau et les barrages notamment étant de grands consommateurs d'énergie, "nous avons convenu de mettre en œuvre un plan de travail pour revoir l'efficacité énergétique et réduire les dépenses des entreprises responsables de ces infrastructures", a expliqué M. Berraki.

Pour sa part, M. Chitour a fait savoir que l'objectif de ce projet est de faire un état des lieux et une évaluation des potentialités existantes en termes de production énergétique à partir du renouvelable. Cela passera, a-t-il indiqué, par "la revitalisation des petites centrales hydro-électriques". Le ministre de la Transition énergétique a insisté sur la nécessité de mettre en place des mécanismes pour "consommer moins en consommant mieux". Il s'agit de savoir ce qui est possible de faire avec les barrages actuels pour

trouver un mécanisme permettant d'intégrer des centrales hydro-électriques. On peut éventuellement lancer une étude avec l'université algérienne", a-t-il suggéré au cours de cette réunion. De plus, M. Chitour a souligné la nécessité de s'orienter vers le concept d'autoconsommation. C'est-à-dire, permettre au citoyen de produire sa propre énergie à travers des kits solaires et même recueillir l'eau des pluies pour sa propre consommation.

R.N

PÉTROLE

Le marché orienté à la baisse, plombé par la reprise des exportations en Libye

Les prix du pétrole commencent la semaine en baisse hier, le retour annoncé sur le marché du pétrole libyen étant vu d'un mauvais œil par les investisseurs dans un environnement où l'offre est déjà excédentaire. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en novembre valait le matin 42,43 dollars à Londres, en baisse de 1,67% par rapport à la clôture de vendredi. A New York, le baril américain de WTI pour octobre perdait 1,90% à 40,33 dollars. Selon les analystes, les prix du pétrole sont en recul suite à la levée par la Compagnie nationale libyenne de pétrole (NOC) de la situation de force majeure

sur les sites "sûrs" du pays. La NOC a, en effet, annoncé samedi la reprise de la production et des exportations de pétrole en Libye sur les sites qu'elle a qualifié de "sûrs". Les exportations pourraient connaître un redémarrage immédiat, d'un point de vue logistique, soulignent les spécialistes du marché, "car les stocks de brut de la NOC sont élevés".

Mais au-delà du déstockage, l'augmentation de la production devrait prendre du temps car certains champs - dont le plus grand de Libye - restent sous le contrôle des forces de Khalifa Haftar. Toutefois, cette reprise intervient alors que les mar-

chés pétroliers sont "inondés" d'or noir et que les perspectives de consommation sont encore "faibles", expliquent les analystes ajoutant que la menace d'un retour des confinements à grande échelle au Royaume-Uni et plus largement en Europe, à cause du Covid-19, ne fait qu'ajouter à la morosité ambiante. Le Royaume-Uni fait face à une "deuxième vague" de nouveau coronavirus, a prévenu le Premier Ministre Boris Johnson, son gouvernement n'écarterait pas de recourir à un nouveau confinement général pour toute l'Angleterre comme "dernière ligne de défense".

R.E

CLIMAT

Les émissions des 1% les plus riches montrées du doigt par Oxfam

Les 1% les plus riches du monde émettent deux fois plus de gaz à effet de serre que la moitié la plus pauvre de la population, selon un rapport d'Oxfam, qui appelle à une "justice sociale et climatique" dans les plans de relance post-Covid-19. L'ONG s'est penchée sur la période 1990-2015, 25 années pendant lesquelles les émissions mondiales de CO₂, responsables du réchauffement d'une planète qui a déjà gagné plus de +1 C depuis l'ère pré-industrielle, ont augmenté de près de 60%.

Selon son analyse, "les 1% les plus riches de la po-

pulation (environ 63 millions de personnes) étaient responsables à eux seuls de 15% des émissions cumulées", soit "deux fois plus que la moitié la plus pauvre de la population mondiale". Et les 10% les plus riches de la population mondiale (environ 630 millions de personnes) étaient responsables de 52% des émissions de CO₂ cumulées.

"Au cours des 20-30 dernières années, la crise climatique s'est amplifiée et le budget carbone mondial limité a été dilapidé au service d'une intensification de la consommation d'une population nantie, et non pour sortir des personnes de la

pauvreté", dénonce Oxfam. Et les groupes qui "souffrent le plus de cette injustice sont les moins responsables de la crise climatique" : Les plus pauvres et les générations futures, poursuit l'ONG, appellent les gouvernements du monde entier à rectifier le tir en plaçant justice sociale et lutte contre le climat au cœur des plans de relance économique post-Covid. "Il est clair que le modèle de croissance économique très émetteur de carbone et très inégalitaire des 20-30 dernières années n'a pas bénéficié à la moitié la plus pauvre de l'humanité", a dénoncé Tim Gore, expert de l'ONG. "C'est une di-

chotomie fallacieuse de suggérer que nous devons choisir entre la croissance économique et le climat", a-t-il ajouté. "La pandémie de COVID-19 fait inévitablement ressortir la nécessité de reconstruire mieux et d'inscrire l'économie mondiale sur une voie plus juste, plus durable et plus résiliente", a réagi dans le rapport l'ancien secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon. "Cet engagement collectif doit avoir comme priorité de réduire les émissions de CO₂ de la frange la plus riche de la société qui pollue de manière disproportionnée".

R.N

ACCORD D'ASSOCIATION ALGÉRIE-UE

Vers la révision du calendrier du démantèlement tarifaire

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a affirmé que l'Algérie ne renoncera pas à l'accord d'association avec l'Union européenne (UE), mais procédera à une révision du calendrier relatif au démantèlement tarifaire en fonction de ses intérêts économiques.



S'exprimant lors d'une entrevue accordée à des responsables de médias nationaux, diffusée dimanche soir, le président Tebboune a déclaré "Nous ne pouvons pas renoncer à l'accord d'association avec l'UE (...) l'Union Européenne étant un partenaire auquel nous nous attachons". Le président de la République a insisté, toutefois, sur l'attachement de l'Algérie à ses intérêts économiques et ses efforts pour construire une économie indépendante de la rente. Après s'être interrogé sur le vérita-

ble taux de respect des accords avec l'UE, le Président Tebboune a souligné que cet accord ne repose pas uniquement sur le démantèlement tarifaire qui doit se faire progressivement. "Nous allons revoir le calendrier (démantèlement) et ils (UE) sont d'accord concernant cette révision à laquelle s'attelle des économistes", a-t-il assuré. "Nous sommes en principe des partenaires de l'UE mais pas au détriment de notre économie", a ajouté le président de la République.

En 2002, l'Algérie avait signé un accord d'association avec l'UE. Entré en vigueur en 2005, cet accord prévoit l'établissement de la zone de libre-échange entre les deux parties en 2017 avant de prolonger de trois ans le délai de l'établissement de cette zone jusqu'à septembre 2020. Cependant, l'Algérie a décidé de revoir à nouveau cet accord pour préserver sa production nationale, à travers notamment la révision du calendrier du démantèlement tarifaire.

R.E

Brèves

ENTREPRISES IMPACTÉES PAR COVID-19

La LF2021 déterminera les détails du soutien de l'Etat

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a souligné, dimanche soir à Alger, que la loi de finances pour 2021 précisera tous les détails du soutien financier de l'Etat aux entreprises économiques impactées par la pandémie de Covid-19. Tebboune a assuré que l'Etat indemnifiera les entreprises économiques touchées par la pandémie, soulignant en même temps la nécessité de protéger les banques, à travers la loi, afin de leur permettre de jouer leur rôle dans ce domaine. Le chef de l'Etat a assuré également que "la loi de finances pour 2021 déterminera tous ces aspects", ajoutant que "les questions financières doivent être déterminées et contrôlées au centime près". A ce propos, le président Tebboune a précisé que "les entreprises économiques doivent s'abstenir de faire de fausses déclarations" en ce qui concerne les dommages subis pour bénéficier des mesures prises par les autorités publiques contre la propagation du coronavirus. Dans ce contexte, il a rappelé les mesures prises par l'Etat pour indemniser les entreprises touchées par la pandémie, notamment la réduction des impôts, la révision de leurs délais et la mise en place à leur profit de prêts bancaires sans intérêt.

R.E

MOHAMED ARKAB (MINISTRE DES MINES)

Nous visons à produire 240 kg d'or par an

Le ministre des Mines, Mohamed Arkab, a révélé hier les dernières étapes de la relance de l'activité aurifère dans le sud de l'Algérie, un processus qui permettra aux jeunes de la région de créer des mini-entreprises dans l'exploitation des mines d'or. Lors de son passage au forum de la radio hier, le ministre a affirmé que l'objectif de la première étape de cette stratégie est de produire 240 kilogrammes d'or pur chaque année. Le ministre des Mines est précis quant aux objectifs à atteindre : l'Algérie compte élever son niveau de production d'or pour passer à 240 kg par an contre les 60 Kg produits actuellement. Cet objectif est dans le viseur du ministère des Mines qui prévoit d'accélérer la révision de la loi sur les mines ainsi que la mise en place des dispositifs nécessaires pour être plus attractifs vis-à-vis des investisseurs. Le ministre des Mines, Mohamed Arkab, a indiqué qu'il était temps de tracer une feuille de route après que le conseil des ministres l'ait validé hier. « Notre production en or est insuffisante pour répondre au besoin du marché et la relance des activités industrielles qui ont besoin de cette matière première. » D'ailleurs en ce qui concerne la mise en place d'une cartographie minière du pays, le ministre a indiqué que, jusqu'à présent, il existe 95 zones détectées qui sont remplies d'or et qui seront exploitées très prochainement dans le cadre des coopératives qui seront lancées dans le sud du pays, à l'instar des wilayas de Tamansrasset et d'Illizi. Arkab a indiqué que des conditions strictes ont été fixées dans le cahier des charges afin que les jeunes n'utilisent pas de produits chimiques et restent dans le travail physique afin que l'environnement, le patrimoine physique dans la région désertique ou la santé des jeunes, travaillant sur le terrain, ne soient pas affectés. Lors du dernier conseil des ministres, le chef de l'Etat a donné son aval pour le début de l'exploitation artisanale des mines en attendant que la nouvelle loi minière soit prête. L'Algérie compte remédier à la baisse des recettes des hydrocarbures par l'augmentation de l'exploitation des ressources minières.

R.N

RISQUES DE CHANGE

Vers la révision de la loi sur la Monnaie et le Crédit

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a annoncé, dimanche à Alger, la révision prochaine de la loi sur la Monnaie et le Crédit 90-10 et l'engagement d'une réflexion sur la création de mécanismes pour couvrir les risques de change encourus par les opérateurs économiques en raison de la dépréciation de la monnaie nationale. Le Président a déclaré que toutes les lois régissant les secteurs économiques doivent être révisées, citant particulièrement la révision de la loi sur la Monnaie et le Crédit. "Nous nous dirigeons aujourd'hui vers une économie ouverte sur le monde. Il faut que la loi sur la Monnaie et le Crédit soit révisée. Il faut aller vers une réforme bancaire et fiscale absolue et à fond", a souligné le chef de l'Etat. Répondant à une question liée à la dévaluation de la monnaie nationale par rapport aux principales devises étrangères et aux pertes de change qui en résultent pour les opérateurs économiques, M. Tebboune a affirmé qu'il est "inconcevable que l'investisseur perde à cause du change. Il faut chercher des mécanismes pour trouver une solution à la dépréciation de la monnaie". Dans ce contexte, il a expliqué que ce "problème technique" nécessitait l'intervention de spécialistes pour déterminer les conditions de prise en charge de l'in-

vestisseur dans ce domaine, précisant qu'il demandera à la Banque d'Algérie de revoir les contentieux existants liés aux risques de change. A ce propos, il a mentionné comme mesures de soutien la création, par exemple, d'une "caisse de compensation", tout en soulignant, dans ce sillage, que "le capital a besoin de la stabilité politique, juridique et financière".

OUVERTURE D'ATELIERS ÉCONOMIQUES IMMÉDIATEMENT APRÈS LES ÉLECTIONS

Par ailleurs, le président de la République a indiqué que des ateliers économiques seront ouverts

immédiatement après les élections afin de réaliser un bond économique, et ce, en concertation avec tous les acteurs de la société. Ces ateliers seront organisés, a poursuivi M. Tebboune, par une commission nationale dans le cadre d'un consensus. Cette commission comprendra, entre autres, des économistes, des sociologues, des journalistes, des syndicalistes, des imams ainsi que toutes les autres catégories de la société en vue de trouver la "meilleure voie" pour la réussite de ces ateliers. Le chef de l'Etat a mis en avant, dans ce sens, la nécessité de bénéficier et de s'inspirer des expériences menées à l'échelle internationale par d'autres pays dans le domaine des réformes économiques.

R.E

Rosthom Fadhli, nouveau gouverneur de la Banque d'Algérie

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a annoncé à Alger, la nomination de M. Rosthom Fadhli, en qualité de nouveau gouverneur de la Banque d'Algérie (BA). M. Tebboune a affirmé, lors d'une entrevue avec des responsables de médias nationaux, avoir "signé la semaine dernière le décret portant nomination de M. Rosthom Fadhli au poste de gouverneur de la Banque d'Algérie". M. Fadhli assurait jusqu'à présent le poste de vice-gouverneur de la Banque centrale. Il est à rappeler que le poste de gouverneur de la Banque d'Algérie est resté vacant depuis que l'ancien gouverneur, Ayman Ben Abderrahmane, ait pris le portefeuille du ministère des Finances en juin dernier lors du dernier remaniement ministériel.



ILLIZI/ ZONES D'OMBRE

Concrétisation de 42 projets depuis le début de l'année

Pas moins de 42 opérations de développement, d'un montant d'investissement de plus de 7,5 milliards Da, ont été réalisées depuis début de l'année en cours dans différentes zones d'ombre de la wilaya d'Illizi, a-t-on appris dimanche des services de la wilaya. Retenues au profit de 30 zones d'ombre, ces projets, tous secteurs confondus, visent notamment le désenclavement de ces régions et l'amélioration des conditions de vie de leur population, a indiqué à l'APS l'attaché de cabinet de la wilaya, chargé

du dossier des zones d'ombre. M. Amar Kouider a cité, entre-autres projets affectés aux localités et bourgades de Tamadjert, Tarat et Imehrou, la réalisation et la réfection de routes, l'ouverture de pistes d'accès, l'aménagement urbain, la réhabilitation d'établissements scolaires et leur équipement en panneaux solaires, la réalisation de cantines scolaires et d'aires de jeux de proximité.

La réalisation d'une salle de soins au village de Tinemri, l'électrification de la localité d'Aherher en énergie solaire ainsi

que la réhabilitation du réseau d'éclairage public dans la localité d'Afra, font partie des projets concrétisés depuis le début de l'année, a-t-il ajouté. Le même responsable a fait part également de la poursuite des travaux de réalisation de 88 projets de développement, actuellement à différents taux d'avancement de leurs chantiers, dans les zones d'ombre de la wilaya, notamment dans le domaine des travaux publics et des raccordements aux réseaux divers, en plus de 28 autres projets actuellement à l'étude.

Brèves

UNIVERSITÉ
ANNABA

12000 étudiants
concernés par la
reprise des activités
pédagogiques
en présentiel

Plus de 12000 étudiants inscrits en première année master et en troisième année licence dans différentes filières et spécialités ont repris dimanche les activités pédagogiques en présentiel à l'université Badji Mokhtar d'Annaba, conformément au protocole sanitaire mis en place pour lutter contre la propagation de la Covid-19, a-t-on appris du recteur, Mohamed Manaâ. Ce responsable a indiqué que cette première étape des activités pédagogiques en présentiel devra préparer 6 417 étudiants inscrits en licence et 6267 autres inscrits en master aux examens programmés dans trois semaines. En plus de la mise à disposition de solutions hydroalcooliques, le port obligatoire du masque et le respect de la distanciation physique, le protocole sanitaire mis en place pour lutter contre la propagation de la Covid 19 impose de réduire le nombre maximal d'étudiants en classes et en salles de travaux pratiques à 25, a-t-il ajouté. Le même responsable a également fait savoir que 48 bus ont été mobilisés pour faciliter le retour des étudiants issus de neuf wilayas de l'Est du pays parmi lesquelles Tébessa, Oum El Bouaghi, Sétif et Batna vers les pôles universitaires d'El Bouni, Sidi Achour, Annaba et Sidi Amar. Ce protocole a aussi prévu la stérilisation des résidences universitaires et d'en limiter le nombre d'occupants à une seule personne par chambre, a-t-il conclu.

JOURNÉE
MONDIALE
DU NETTOYAGE

Un engouement
particulier à Tala
Guilef (Tizi Ouzou)

L'opération de ramassage des déchets, organisée samedi par le Comité olympique et sportif algérien (COA) dans le cadre de la Journée mondiale du nettoyage de la planète, a connu un engouement particulier au site touristique de Tala Guilef, dans la commune de Boghni (Tizi Ouzou). Cette opération a permis aux participants de se joindre à l'effort commun de ramassage des déchets solides dans la forêt de Tala Guilef, autrefois lieu de préparation de plusieurs clubs sportifs et équipes nationales à l'intersaison. "L'objectif de cette journée est de fédérer le maximum d'énergie et générer une prise de conscience globale sur la problématique des déchets sauvages. Aujourd'hui, il est de notre devoir de contribuer à la réduction de la pollution et développer des actions préventives et correctives sur le terrain", a déclaré à l'APS, Abdelmadjid Bouaoud, membre du bureau exécutif du COA et responsable de l'opération. L'opération de nettoyage est inscrite dans le cadre du partenariat signé entre l'Association des Comités nationaux olympiques d'Afrique (ACNOA) et l'organisation mondiale World CleanUP Day de lutte pour le nettoyage de la planète, affiliée à l'ONU et à l'UNESCO, et avec la collaboration de la commission Sport et environnement du Comité olympique international (CIO). Il est à rappeler que la Journée mondiale du nettoyage de la planète a été lancée en septembre 2018 dans 150 pays.

SOUK AHRAS

Nécessité d'associer la femme
pour "garantir un développement
rural durable"

Les participantes à une rencontre, organisée dimanche au siège de la Chambre d'agriculture de Souk Ahras, ont souligné la nécessité d'associer les femmes rurales pour "garantir un développement rural durable".



Lors de cette rencontre, regroupant des femmes rurales et des ingénieures dans le domaine de l'agriculture, du développement rural et de l'environnement, Amel Adouani, présidente de l'association nationale "femme et développement rural", a affirmé que cela requiert une structuration de cette catégorie de femmes au sein de coopératives et leur intégration au sein des conseils professionnels des filières agricoles pour faire progresser le secteur, considéré comme une alternative à la création de richesse. Mme Adouani a précisé, dans ce

contexte, que cette rencontre vise principalement à créer un bureau de cette association à Souk Ahras, afin d'accompagner les femmes rurales et les mettre sur la voie du développement rural durable, en créant des micro-entreprises et en valorisant les produits de cette wilaya frontalière, agricole et touristique. Elle a aussi mis l'accent sur l'importance de structurer cette catégorie de femmes au sein des coopératives agricoles pour faciliter la commercialisation de leurs produits, jusqu'à l'exportation en plus d'accompagner les

ingénieures au chômage. La présidente de l'association nationale "femme et développement rural" a salué, en outre, la nouvelle orientation de la politique de l'Etat visant à accorder plus d'importance au rôle de la société civile pour rompre l'isolement et participer au développement des zones d'ombre grâce au travail de proximité et d'accompagnement, et ce, en coordination avec les collectivités locales, des divers dispositifs d'aide à l'emploi de jeunes et la Chambre locale d'agriculture. De leur côté, les femmes présentes à cette rencontre ont axé

leurs interventions principalement sur la "nécessité de développer et de valoriser les produits laitiers et leurs dérivés", eu égard au fait que la wilaya de Souk Ahras représente un bassin laitier par excellence, ainsi que les filières de la figue de Barbarie et du safran notamment. Au cours de cette rencontre, un exposé a été présenté par Imène Zeghdani, propriétaire d'un projet pilote de culture d'orge hydroponique, ainsi que la culture en hydroponie (hors-sol et sans terre) de légumes et de fraises dans la commune de Drea (Souk Ahras).

SÉTIF (ÉCOLE DES CADETS DE LA NATION)

320 candidates au concours d'accès pour
le cycle secondaire

Plus de 322 candidates se sont présentées dimanche à l'École des cadets de la nation "Chahid Ziad Abdelaziz" dans la wilaya de Sétif, relevant de la 5e Région militaire, pour passer le concours de passage au cycle secondaire au titre de l'année scolaire 2020-2021. En marge de ce concours dont le coup d'envoi a été donné par le commandant de l'École des cadets de la nation de Sétif, le Colonel Abdelwahed Mohamed, le responsable de la cellule de communication et d'orientation de cette école, le lieutenant, Abbas Kettaf a indiqué que ce concours d'admission au cycle secondaire de l'année scolaire 2020-2021 s'étale sur trois jours avec 322 candi-

dates en lice. Les candidates devront durant cette période se soumettre à un examen médical complet ainsi qu'un examen psychologique en plus de passer un test d'aptitude physique avant de rejoindre l'école. Le lieutenant a, par ailleurs, relevé que l'École des cadets de la nation de Sétif s'impose "des conditions d'admission strictes où seules les élèves dont le niveau scolaire est excellent y sont admises", rappelant que cette école est placée sous la tutelle des ministères de la Défense et de l'Éducation nationales. Il a ajouté que "parallèlement au programme scolaire, les cadettes apprendront les règles de base de la discipline militaire à travers une formation paramilitaire adaptée, conju-

guée à un programme complémentaire en éducation physique, civique et morale". Après l'obtention du baccalauréat, elles seront orientées, selon leurs moyennes et les besoins de l'ANP, vers les différentes écoles supérieures militaires, a-t-on encore expliqué. A noter que l'École des cadets de la Nation de Sétif a été inaugurée le 8 septembre 2015 avant d'être baptisée, le 11 mai 2017 "Chahid Abdelaziz Ziad". Elle dispose d'une piscine semi-olympique, d'une salle omnisports, de plusieurs clubs culturels et d'autres infrastructures nécessaires au bon épanouissement des cadettes de la nation.

AÏN TÉMOUCHENT Un hôpital seulement pour accueillir les malades du Covid-19

La Direction de la santé et de la population d'Aïn Témouchent a gardé seulement l'établissement public hospitalier "frères Bouchrit" dans la commune d'El Amria en tant que structure de référence au niveau de la wilaya, pour accueillir les malades du Covid-19, après une baisse observée du nombre de cas, a-t-on appris du directeur du secteur, Djelloul Ouis.



Il a été décidé de ne préserver que cet établissement pour traiter les malades du coronavirus après que la prise en charge des malades se faisait également au niveau des deux établissements hospitaliers, "Ahmed Medeghri" à Aïn Témouchent et "Sidi Ayed" dans la commune de Hammam Bouhadjar, en raison de la baisse considérable du nombre de cas atteints du Covid-19, a indiqué le responsable.

L'établissement public hospitalier "Frères Bouchrit" d'El Amria a été réservé pour accueillir les malades du Covid-19, depuis l'enregistrement du premier cas, dans la wilaya. Cet établissement est doté d'une capacité de 102 lits dont 12 consacrés à la réanimation. La décision de s'en passer des hôpitaux "Ahmed Medeghri" d'Aïn Témouchent et de Sidi Ayed à Hammam Bouhadjar a été prise sur la base d'enquêtes

effectuées par les services d'épidémiologie et de médecine préventive, qui ont enregistré une baisse "palpable" du nombre de cas atteints dans la wilaya. Toutefois, les hôpitaux demeurent toujours en alerte dans le cas où il sera enregistré une hausse du nombre de cas atteints du Coronavirus, comme l'a fait savoir M. Ouis. Cette mesure permet l'activation du reste des services hospitaliers au niveau des hôpitaux

"Ahmed Medeghri" et "Sidi Ayed", à l'exemple des blocs opératoires de chirurgie générale et du service épidémiologique, selon le directeur de la santé et de la population d'Aïn Témouchent. Le nombre de cas atteints du Covid-19, qui suivent le traitement actuellement au niveau de l'établissement hospitalier de la commune d'El Amria, est de 18, a-t-on relevé de même source.

ORAN

Reconversion de plus de 10 000 ha de céréales en fourrages

Les agriculteurs de la wilaya d'Oran ont procédé à la reconversion de 10.635 hectares de céréales en fourrages, comme aliment de bétail, lors de la campagne moisson-battage de la saison agricole 2019-2020, à cause de la faible pluviométrie, a-t-on appris auprès de la Chambre d'agriculture de la wilaya. Ces superficies céréalières non moissonnées s'ajoutent aux 25.517 hectares qui avaient été consacrés au pastoralisme en raison du déficit en pluviométrie notamment durant les mois de février et mars derniers, période de croissance, a indiqué à l'APS, le secrétaire général de la Chambre, Houari Zeddami. Les bilans des chefs de subdivisions et délégations agricoles d'Oran relèvent que la surface moissonnée durant cette saison a atteint 20.744 ha de différentes variétés de céréales, ce qui représente 40 pour cent de la superficie globale cultivée estimée à 53.476 ha contre 24.330 ha moissonnés sur un total de 53.652 ha de superficie emblavée l'an dernier, a fait savoir la même source. Le non respect des producteurs de céréales de l'itinéraire technique malgré les opérations de sensibilisation et de vulgarisation agricole a influé négativement sur la production céréalière, selon le secrétaire général de la Chambre agricole, faisant observer que certains travaux, à l'instar des labours profonds, l'usage des engrais et de phytosanitaires et le désherbage coûtent énormément à l'agriculteur, ce qui le pousse à réduire le recours à ces techniques. A cause de ces facteurs, il n'a été produit que 147.538 quintaux de diverses céréales durant la campagne moisson-battage 2019-2020 contre 212.000 qx durant l'année précédente, a expliqué M. Zeddami, qui a fait savoir que la wilaya d'Oran a enregistré durant ces deux années, une baisse de la production de céréales, par rapport aux années précédentes particulièrement l'année 2012 où elle a dépassé 1 million de quintaux, "une année marquée par une bonne pluviométrie".

CONCOURS NATIONAL DE LA MEILLEURE HUILE D'OLIVE VERGE EXTRA Une médaille d'argent pour "Khetala" (Djelfa)

La marque de fabrique "Khetala", sise dans la ville de Messaâd, du sud de Djelfa, s'est adjugé la médaille d'argent du concours national de la meilleure huile d'olive vierge extra, démontrant le rôle prépondérant de la filière oléicole dans la wilaya, a-t-on appris auprès du directeur local des services agricoles, Ali Bendjoudi. "L'obtention d'une médaille d'argent, à ce concours dont les résultats ont été annoncés dernièrement, est un soutien aux efforts consentis en vue du développement de la filière, actuellement en plein essor", a indiqué à l'APS M. Bendjoudi. Il a cité pour preuve l'extension des surfaces oléicoles dans la wilaya, accompa-

gnée par une hausse de la production et de sa qualité. M. Bendjoudi a, par la même, loué les efforts consentis par les responsables en charge de cette filière agricole, qui ont réussi à apporter un plus à la carte agricole de cette wilaya, réputée pour sa vocation pastorale. "Ils ont contribué à sa promotion (Djelfa) à des rangs honorables à l'échelle nationale, dans différentes filières, dont l'olive, les viandes rouges et blanches, l'oignon, les abricots, la grenadine, et les amandes", s'est-il félicité. A cela s'ajoute, le renforcement de la filière avec un Conseil interprofessionnel local, dont le rôle est avéré, a-t-il dit, en "matière d'organisation et structuration des produc-

teurs locaux". Le verger oléicole de la wilaya est actuellement estimé à 11.000 ha contre pas plus de 150 ha en 2000. "Un indice démontrant une orientation manifeste des agricultures de Djelfa vers cette filière", a assuré M. Bendjoudi. A noter que cette médaille d'argent a été obtenue dans le cadre du concours national "Djaffar Aloum" de la meilleure huile d'olive vierge extra, organisé par le Conseil national interprofessionnel de la filière oléicole (CNIFO). Quelque 22 concurrents de 15 wilayas du pays ont pris part à cette compétition, encadrée par des goutteurs de l'Institut technique de l'arboriculture fruitière et de la vigne.





SPORTING PORTUGAL

Une académie de football au nom de Cristiano Ronaldo



Le club du Sporting Portugal a annoncé lundi sa décision de baptiser son académie de football au nom de Cristiano Ronaldo, joueur formé au club lisboète et évoluant actuellement à la Juventus Turin. Le Sporting dit vouloir rendre hommage "au meilleur joueur portugais de tous les temps" quintuple Ballon d'or. "L'académie immortalisera ainsi le nom du

plus grand symbole qu'elle a formé, et qui servira d'inspiration à tous les jeunes talents", a annoncé le Sporting dans un communiqué, en précisant qu'une cérémonie officielle serait organisée à une date ultérieure. Cristiano Ronaldo, aujourd'hui âgé de 35 ans, a rejoint la pépinière du Sporting en 1997, à l'âge de 12 ans, en provenance de son île natale de Madère.

Il a débuté dans l'équipe principale du club à 17 ans, en août 2002, année de l'inauguration de l'actuel site de l'académie du Sporting à Alcochete, dans la banlieue sud de Lisbonne. Un an plus tard, l'attaquant s'est envolé vers Manchester United, avant de partir au Real Madrid puis à la Juventus Turin, où il évolue actuellement.

Brèves

ESPAGNE

Le Real Madrid manque sa rentrée

Le Real Madrid, champion d'Espagne en titre, a manqué sa rentrée et a concédé le match nul 0-0 pour son premier match dimanche chez la Real Sociedad dans le cadre de la 2e journée de Liga. Les hommes de Zinédine Zidane ont eu les plus grandes difficultés à défendre leur couronne à Saint-Sébastien, une semaine avant l'entrée en lice du rival FC Barcelone en Liga (dimanche 27 à 19h00 GMT au Camp Nou contre Villarreal).

R.S.

PLAY-OFFS NBA

Les Lakers doublent péniblement la mise contre Denver

Les Lakers, grâce à un shoot à trois points au buzzer d'Anthony Davis, ont difficilement battu Denver (105-103), pour mener 2 à 0 dans leur finale de conférence Ouest NBA, dimanche chez Disney World. Dans ce match N.2 qu'ils ont mené quasiment tout le temps, comptant jusqu'à 16 points d'avance dans le 3e quart-temps, les Californiens ont été rejoints au score à sept minutes du terme. Mais, contrairement à leurs remontées fantastiques contre les Clippers au tour précédent, les Nuggets n'ont pu aller au bout de leurs intentions. Et cela c'est joué à vraiment pas grand chose dans un money-time dantesque. Après trois paniers à trois points de Rajon Rondo, Kentavious Caldwell-Pope et déjà Davis, qui ont redonné de l'avance à L.A. (99-92), Denver a encore remis un coup d'accélérateur par l'intermédiaire de Nikola Jokic (30 pts), extraordinaire de sang froid lui aussi, auteur de 11 points d'affilée pour mener (103-102). La dernière possession a vu Alex Caruso manquer la cible derrière l'arc et, au rebond, Danny Green se faire contrer par Jamal Murray. Sur la remise en jeu, avec 2 sec 1/10e à jouer, Davis s'est ainsi élevé - devant Jokic, avec lequel ils se sont livrés un duel titanessque - pour le shoot de la gagne qui fait l'effet d'un gros coup de massue aux Nuggets. Outre les 31 points de leur ailier, les Lakers ont pu compter sur 26 autres de LeBron James, surtout présent dans le premier acte. Or là réside la force de cette équipe, possédant deux stars aux rôles interchangeables à tout moment. Le match N.3, déjà crucial pour Denver, aura lieu aujourd'hui.

R.S.

ROLAND-GARROS

Cinq joueurs écartés des qualifications

Cinq joueurs -deux testés positifs au Covid-19 et trois autres déclarés "cas contacts"- ont été écartés des qualifications pour Roland-Garros, ont annoncé dimanche les organisateurs du tournoi. L'identité des 5 joueurs n'a pas été précisée. La direction du tournoi de Roland-Garros confirme que deux joueurs des qualifications ont été testés positifs au Covid-19 et trois autres joueurs sont déclarés «cas contacts» de leur entraîneur testé positif au Covid-19. Conformément au protocole sanitaire du tournoi, ces 5 joueurs ont été écartés du tableau des qualifications qui débutent demain et resteront isolés pendant 7 jours", indique le Grand Chelem parisien dans un communiqué. Les qualifications pour le tournoi de Roland Garros débutent lundi et s'achèvent vendredi. Reporté au mois de mai en raison de la pandémie, Roland-Garros se tiendra exceptionnellement cette année à l'automne, du 27 septembre au 11 octobre. En raison des mesures sanitaires liées à la pandémie de coronavirus, le Grand Chelem parisien ne pourra accueillir que 5.000 spectateurs par jour. L'US Open, qui s'est achevé le 13 septembre, s'est déroulé lui à huis clos.

R.S.

TRANSFERTS

Arturo Vidal arrive à Milan pour signer à l'Inter

Le milieu de terrain chilien du FC Barcelone, Arturo Vidal est arrivé dimanche soir à Milan pour finaliser son transfert avec l'Inter Milan, selon une vidéo diffusée par le club nerazzurro.

"Salut Milan, salut l'Inter, je suis là!", lance l'ex-joueur de la Juve en italien dans cette courte vidéo. "Arturo Vidal a atterri à Milan", écrit le club dans un autre message sur Twitter. La presse italienne fait état depuis plusieurs semaines de la volonté de l'entraîneur de l'Inter Antonio Conte de récupérer un joueur qu'il appréciait beaucoup quand il était sur le banc de la Juve. Conte avait pu compter sur la puissance du "Rey Arturo" à Turin, où les quatre saisons du Chilien se sont soldées par quatre titres de champion d'Italie (2012 à 2015). Selon la presse italienne, la visite médicale du joueur chilien de 33 ans aura lieu lundi et devrait être suivie de près par la signature de son contrat. Conte avait déjà souhaité faire venir Vidal à l'Inter il y a un an, puis lors du mercato hivernal, mais en vain. Ramon Planes, le secrétaire technique de Barcelone, a indiqué cette semaine que des négocia-



tions étaient en cours pour le départ du milieu de terrain, qui ferait partie des cadres sur lesquels ne compte pas le nouvel entraîneur Ronald Koeman. "Nous sommes dans un processus

de négociation qui n'est pas clos, je ne peux confirmer aucun chiffre ni accord", avait-il souligné. "Je voudrais saisir cette occasion pour remercier Arturo pour ces deux années qu'il nous a données.

C'est un garçon extraordinaire, avec un cœur et un engagement énormes et qui a été très important au sein du groupe", avait-il ajouté.

R.S.

C1 ASIATIQUE/COVID-19

Le club saoudien Al-Hilal joue malgré 15 joueurs infectés

Le club saoudien Al-Hilal a disputé dimanche la rencontre contre l'iranien Shahr Khodor un match de Ligue des champions d'Asie au Qatar, sa demande de report en raison de l'infection au Covid-19 de 15 de ses joueurs ayant été refusée par la Confédération asiatique de football (AFC). Samedi, Al-Hilal a indiqué sur Twitter avoir "demandé à la Confédération asiatique de football de reporter" le match au stade al-Janoub, à Doha, après avoir mené des tests révélant que "dix membres de la délégation avaient été infectés par le Covid-19", portant à 15 le nombre total de ses joueurs infectés. Parmi eux, l'attaquant français Bafétimbi Gomis et le milieu de terrain italien Sebastian Giovinco. Selon les règles de l'AFC, Al-Hilal,

le champion en titre, pouvait jouer car 14 de ses joueurs étaient disponibles, dont deux gardiens de but. Depuis le 13 septembre, Al-Hilal a annoncé cinq cas parmi ses joueurs, dont le capitaine Salam al-Faraj qui est sorti de quarantaine dimanche après avoir été testé négatif pour la deuxième fois. Le match de phases de groupes entre Al-Hilal, essentiellement composée de réservistes, et Shahr Khodor s'est soldé par un 0-0. Six membres du personnel technique médical et administratif de l'équipe saoudienne ont également été testés positifs au coronavirus. Le coach d'Al-Hilal, Razvan Lucescu, a fait appel à des joueurs de l'équipe junior comme suppléants. Le directeur du club, Saud Kariri, a

indiqué dans une vidéo publiée sur les réseaux sociaux que la propagation du virus au sein de l'équipe avait débuté le 7 septembre lors d'une soirée pour célébrer leur victoire durant le Championnat saoudien. "L'AFC n'est pas obligée de respecter le champion en titre, mais devrait respecter une compétition juste et garantir des opportunités équitables pour les participants au championnat", a-t-il affirmé. La Ligue des champions d'Asie, compétition de clubs la plus prestigieuse du continent, avait été suspendue en mars à cause de la pandémie de Covid-19, alors que la phase de groupes venait à peine de commencer. La finale a été déplacée au 19 décembre, au lieu du 5 décembre.

R.S.

FOOT-SUPERCOUPE DE TUNISIE

L'Espérance sportive de Tunis glane son 2e titre de la saison

L'Espérance sportive de Tunis s'est adjugée son 2e titre de la saison après le sacre du championnat, en remportant la supercoupe de Tunisie, la 5e de son histoire, dimanche après-midi, à Radès, devant le Club sportif sfaxien aux tirs aux but 5-4 (0-0 à l'issue du temps réglementaire). Avec ce nouveau succès, les sang et or s'ouvrent une fin de saison radieuse, avec, en ligne de mire, les demi-finales de la coupe de Tunisie 2020 dès mer-

credi prochain face au CS Chebba. Ce sacre ajoute donc un nouveau trophée à la collection déjà chargée de l'entraîneur de l'Espérance de Tunis, Mouine Chaabani. Le jeune entraîneur, double champion d'Afrique remporte ce soir sa deuxième supercoupe de Tunisie. Le match, quant à lui, a été pour le moins équilibré. Malgré une légère domination des espérantistes durant les 45 premières minutes, les protégés de Faouzi

Benzarti sont parvenus à préserver leurs filets à l'image du gardien Aymen Dahmane qui s'est illustré dès la 12e minute de jeu grâce à une grosse parade sur une tentative de la tête de Khe-nissi. Le portier sfaxien sera l'homme de la première période en stoppant dans la foulée un coup front direct bien exécuté par Ben Saha. La première mi-temps, pauvres en occasions, se résumera donc à quelques tentatives du côté de

L'Espérance dont deux relativement dangereuses. A la reprise, les ambitions des deux équipes se définissaient davantage. D'un côté, les sang et or toujours aussi entreprenant et de l'autre, une formation sfaxienne qui n'a pas beaucoup menacé la cage espérantiste. Le classico s'est soldé par un match nul 0-0. L'Espérance Sportive de Tunis a remporté le titre de la Super Coupe de Tunisie grâce aux tirs au but 5-4.

R.S.

FOOT / MC ORAN

L'entame de la préparation d'intersaison fixée à dimanche prochain

Le MC Oran devrait entamer dimanche prochain la préparation d'intersaison en vue de l'exercice 2020-2021, dont le coup d'envoi est programmé pour le 20 novembre, a-t-on appris hier auprès de la direction de ce club de Ligue 1 de football.



En attendant, les joueurs ont commencé à effectuer les examens médicaux rituels avant de se lancer dans la préparation, en plus cette fois-ci des tests PCR liés au Covid-19, a ajouté la même source. Huitième à l'issue du championnat de l'exercice passé, qui n'était pas allé à son terme à cause de la pandémie de Covid-19, le club phare de la capitale de l'Ouest aspire à réaliser un meilleur parcours la saison prochaine, selon des déclarations de son nouveau président, Tayeb Mahiaoui. Et pour atteindre cet objectif, le responsable du club a fait appel à l'entraîneur français Bernard Casoni, qui devrait rejoindre sa

nouvelle équipe au début de la semaine prochaine, soit après la fin de son isolement sanitaire qu'il effectue dans l'un des hôtels d'Alger qu'il a rejointe dimanche en provenance de Marseille. Casoni, qui sera à sa troisième expérience dans le championnat algérien après avoir fait deux passages aux commandes techniques du MC Alger, sera assisté d'Omar Belatoui, ainsi que du préparateur des gardiens de but, Réda Acimi, deux anciens joueurs du MCO. Son staff sera renforcé aussi prochainement par un préparateur physique français que le nouveau driver des "Hamraoua" a lui-même proposé, indique-t-on de même source.

Côté effectif, la direction oranaise a réussi à prolonger les contrats de plusieurs joueurs, excepté le capitaine d'équipe, Zineddine Sebah, parti au NA Hussein-Dey, rappelle-t-on. Elle a en revanche libéré le gardien de but, Mazouzi, le défenseur Bendjelloul et l'attaquant Abdelhafid, en attendant de trancher le sort des milieux de terrain Heriat et Mansouri. Le président Mahiaoui se montre néanmoins actif sur le marché des transferts en engageant plusieurs joueurs jusque-là, à l'image du portier Limane (ex-CS Constantine), Benali (ex-O Médéa), Nekkache et Derrardja (ex-MC Alger), Khettab (ex-WA Boufarik) et Siam (ex-AS Ain M'lila).

R.S

FOOTBALL / USM ALGER

L'entraîneur Ciccolini inquiet de la forme de ses joueurs

Le nouvel entraîneur de l'USM Alger, François Ciccolini, s'est montré inquiet de l'état de forme physique de ses joueurs qui viennent de reprendre les entraînements après six mois d'arrêt en raison de la pandémie de coronavirus (Covid-19). "Notre plus grand problème est de voir dans quel état physique allons-nous trouver les joueurs. On va faire en sorte de les remettre sur pied le plus vite possible", a déclaré Ciccolini dans une vidéo postée sur la page Facebook du club. L'entraîneur corse a rallié dimanche Alger en compagnie des nouvelles recrues et des membres de son staff tech-

nique, à bord d'un avion spécial affrété par le club. "Je suis très content d'être ici malgré les conditions difficiles (liées au Covid-19). Lors des deux premières semaines de travail, on a mis au point un programme avec très peu d'intensité, puis nous allons augmenter la charge lors de la troisième semaine", a-t-il fait savoir. Mais d'abord, Ciccolini, son staff et les nouveaux joueurs doivent se mettre en isolement pour une semaine dans un hôtel de la capitale selon le protocole sanitaire en vigueur. Après leur sortie de confinement, ils

rejoindront le reste de l'effectif pour un stage prévu du 11 au 25 octobre à Mostaganem, avec au menu des matchs amicaux. Ciccolini (58 ans) a été désigné nouvel entraîneur de l'USMA le 5 août dernier, en remplacement de Mounir Zeghdoud, dont le contrat n'a pas été prolongé. Le technicien français sera secondé dans sa mission par Benarabi Bouziane (entraîneur-adjoint), alors que le poste d'entraîneur des gardiens a été confié à l'ancien portier international Mohamed Benhamou. Le préparateur physique étant le Français Nicolas Baup.

R.S

Brèves

FOOTBALL / MANCHESTER CITY

L'Allemand Ilkay Gündogan positif au coronavirus

Le milieu de terrain allemand de Manchester City, Ilkay Gündogan, a été testé positif au coronavirus (Covid-19), devenant le troisième cas dans l'effectif du vice-champion d'Angleterre, a annoncé le club lundi. "Manchester City peut confirmer qu'Ilkay Gündogan a été testé positif au Covid-19. Ilkay observe actuellement une période de 10 jours d'isolement, conformément au protocole de quarantaine de la Premier League et du gouvernement britannique", écrit le club sur son site internet. Avant Gündogan, le club "cityzen" avait enregistré deux premiers cas positifs dans son effectif, ceux du milieu international algérien Riyad Mahrez et du défenseur français Aymeric Laporte. Manchester City jouera son premier match de la saison 2020-2021 en Premier League lundi soir sur le terrain de Wolverhampton.

R.S

FOOTBALL

Rubiales réélu à la présidence de la fédération espagnole jusqu'en 2024

Luis Rubiales a été réélu président de la Fédération espagnole de football (RFEF) jusqu'en 2024, hier au siège du football espagnol à Las Rozas, au nord de Madrid. Quatre-vingt quinze voix ont été comptabilisées en faveur de Rubiales, aucune voix contre, et dix votes blancs. Luis Rubiales était le seul candidat après le retrait de la candidature de l'ancien gardien de but et légende du Real Madrid et de la "Roja", Iker Casillas. Rubiales avait pris le relais d'Angel Villar à la présidence de la RFEF le 17 mai 2018 après que le dirigeant précédent avait été destitué de son poste par le Tribunal arbitral du sport (TAS) le 21 décembre 2017. L'ex-joueur et avocat Rubiales, également passé par la tête du syndicat de joueurs espagnol AFE, sera donc à la tête de la fédération espagnole pour l'Euro et les Jeux olympiques de Tokyo, repoussés à l'été 2021, ainsi que pour la Coupe du monde au Qatar en 2022. Il aura également pour objectif d'obtenir l'organisation du Mondial-2030 en collaboration avec le Portugal, pour lequel l'Espagne est candidate.

R.S

TENNIS / TOURNOI DE ROME

Halep remporte le trophée sur abandon de Pliskova

La Roumaine Simona Halep, tête de série N.1, a remporté lundi le tournoi de tennis de Rome sur abandon en finale au second set (à 6-0, 2-1) de la tenante du titre, la Tchèque Karolina Pliskova (N.2). Après deux finales perdues en 2017 et 2018, Halep s'impose pour la première fois sur la terre battue romaine et remporte son troisième tournoi consécutif après Dubai et Prague, à moins d'une semaine du coup d'envoi de Roland-Garros, exceptionnellement déplacé en automne pour cause de pandémie de coronavirus. Simona Halep avait validé son billet pour la finale en battant l'Espagnole Garbine Muguruza en trois sets (6-3, 4-6, 6-4), alors que Pliskova s'était qualifiée aux dépens de sa compatriote Marketa Vondrousova (6-2, 6-4).

R.S

FOOT / LIRF

Election des commissions de candidatures et de recours en vue de l'AGE

Les membres de l'Assemblée générale (AG) de la Ligue inter-régions de football (LIRF) ont procédé à l'élection des commissions de candidatures et de recours, en vue de la tenue de l'assemblée générale électorale (AGE) de renouvellement de mandat. L'opération s'est déroulée dimanche au Centre technique national de Sidi-Moussa (Alger), en marge de l'AG ordinaire (AGO) de la LIRF qui a vu l'adoption "à l'unanimité" des bilans

moral et financier de 2019 et le budget prévisionnel de 2020, tout en accordant le quitus de fin de mandat, selon le site de l'instance. Il s'agissait de la dernière AG de cette Ligue créée en 2004.

"Celle-ci laissera la place à une autre structure avec probablement une autre dénomination qui sera chargée de la gestion des compétitions des nouveaux six groupes répartis à travers le territoire national", en vue de l'application du

nouveau système pyramidal de compétition, indique la LIRF. L'AG a enregistré la présence de 86 membres sur les 117 qu'elle compte. A noter l'exclusion définitive de l'ancien président de la LIRF, Mohamed Boukarroum, pour "absence répétée aux AG. Les membres de l'AG ont voté pour cette proposition. C'est la première décision de ce genre au niveau de cette Ligue", selon la même source.

R.S

Brèves

MUHAMMAD SHTAYYEH
(PREMIER MINISTRE PALESTINIEN)

La survie de notre cause réside dans les élections

Le Premier ministre palestinien Muhammad Shtayyeh a déclaré dimanche que les conditions pour la survie de la cause palestinienne "résident dans les élections", toute en s'engageant à faciliter le déroulement de ces échéances, a rapporté l'agence de presse Wafa. "Les conditions pour la survie de notre cause et renforcer notre programme politique résident dans les élections et nous ferons notre possible pour faciliter leur déroulement", a déclaré M. Shtayyeh lors de sa rencontre dans son bureau à Ramallah, avec une délégation de la Commission indépendante des droits de l'Homme. Shtayyeh, cité par Wafa, a ajouté, "À la lumière de la situation politique générale difficile et complexe et des crises qui nous ont été imposées, en plus de la normalisation arabe, notre priorité est de renforcer notre front interne pour faire face à tous les défis". Il a mis l'accent sur la préservation de la liberté d'opinion et d'expression, l'acceptation des critiques constructives, et sur la lutte contre la corruption sous toutes ses formes. Il convient de noter que la Commission anti-corruption avait renvoyé 95 dossiers de corruption au procureur général cette année. Pour sa part, la délégation de la Commission indépendante des droits de l'Homme, a apprécié la tenue d'élections en tant que "revendication nationale pour le renouvellement de la légitimité" et a salué le soutien permanent du gouvernement palestinien à la Commission indépendante des droits de l'Homme et le renforcement de son rôle dans la société.

SOUDAN

Le président du Conseil souverain se rend aux EAU

Le président du Conseil souverain du Soudan, Abdel Fattah al-Burhan, s'est rendu dimanche aux Emirats arabes unis (EAU) dans le cadre d'une visite de deux jours consacrée aux questions régionales en lien avec son pays. M. Al-Burhan s'entretiendra avec les dirigeants des EAU, tandis que la délégation ministérielle de haut niveau qui l'accompagne discutera avec une équipe du gouvernement américain déjà présente aux Emirats arabes unis. Les discussions porteront notamment sur le retrait du Soudan de la liste américaine des Etats soutenant le terrorisme, sur le soutien qui peut être apporté à la période de transition dans laquelle est engagée le Soudan, et sur l'allègement de la dette du Soudan envers Washington, a déclaré le Conseil dans un communiqué. Depuis l'éviction de l'ancien président soudanais Omar el-Béchir en avril 2019, le rapprochement entre Khartoum et Washington s'est accéléré malgré les problèmes qui subsistent. Les États-Unis ont inscrit le Soudan sur la liste des pays parrainant le terrorisme en 1993, et lui ont imposé des sanctions économiques en 1997. En 2017, Washington a décidé de lever ses sanctions économiques contre le Soudan, mais l'a maintenu sur la liste des sponsors du terrorisme.

PAKISTAN

Deux soldats tués dans le nord-ouest

Deux soldats pakistanais ont été tués, dimanche dans le nord-ouest du pays, alors que les craintes d'un regroupement des groupes armés dans leur ancien bastion s'intensifient. "Les forces de sécurité ont mené des opérations basées sur des informations de renseignement à l'encontre des terroristes dans la région tribale du nord Waziristan", a annoncé l'armée pakistanaise, ajoutant que les deux soldats ont été tués lors d'un échange de tirs. A rappeler que l'armée pakistanaise est parvenue à expulser les groupes armés des frontières afghanes où ils se cachaient, lors d'une série d'opérations menées depuis 2014.

PRÉSIDENTIELLE EN CÔTE D'IVOIRE
Bédié appelle à la "désobéissance civile"



L'ex-président ivoirien Henri Konan Bédié a appelé dimanche, au nom de l'opposition, à la "désobéissance civile" face à la "forfaiture" de la candidature à un troisième mandat du chef de l'Etat Alassane Ouattara à l'élection présidentielle du 31 octobre. "Face à la forfaiture, un seul mot d'ordre: la désobéissance civile", a déclaré M. Bédié en conclusion d'une réunion des principaux par-

tis de l'opposition à Abidjan. "Nous sommes ici pour exprimer notre farouche opposition à cette violation de la Constitution", a insisté M. Bédié, sans donner davantage de détails. L'opposition n'a pas appelé à un boycott du scrutin présidentiel, une hypothèse qui avait été évoquée. La situation politique est tendue en Côte d'Ivoire à un peu plus d'un mois de la présidentielle. La crainte

de violences meurtrières est forte, dix ans après la crise post-électorale née de la présidentielle de 2010 qui avait fait 3.000 morts. Une quinzaine de personnes sont mortes en août dans des violences survenues dans le sillage de l'annonce de la candidature du président Ouattara à un troisième mandat et des échauffourées ont eu lieu mardi dans plusieurs localités après l'annonce du Conseil constitutionnel de la liste des can-

didats retenus pour le scrutin. Seules quatre des 44 candidatures déposées ont été retenues par le Conseil: celles du président Ouattara et de trois opposants, dont l'ex-président Bédié (1993-1999). Elu en 2010, réélu en 2015, M. Ouattara avait annoncé en mars qu'il renonçait à briguer un troisième mandat, avant de changer d'avis en août, après le décès de son dauphin désigné, le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly.

GAMBIE

La force ouest-africaine de stabilité renvoie chez eux deux soldats

La force ouest-africaine déployée en Gambie pour contribuer à la stabilité du pays a indiqué avoir rapatrié deux militaires sénégalais, arrêtés par les forces de sécurité locales pour avoir enfreint le couvre-feu instauré contre le nouveau coronavirus. La Mission de la Communauté des Etats ouest-africains en Gambie (Ecomig) a rapporté dans un communiqué que les deux soldats avaient été arrêtés par les forces gambiennes le 16 septembre. Ces deux membres de l'unité de gendarmerie af-

fectée à la protection du président Adama Barrow avaient été arrêtés en même temps que d'autres participants à une fête d'anniversaire, a dit la presse sénégalaise. L'Ecomig a dit condamner l'attitude des deux soldats. En plus d'une discipline stricte, les soldats ont pour consigne constante de se conformer aux règles locales, a-t-elle dit dans ce communiqué publié au cours du week-end. L'Ecomig, forte de plusieurs centaines d'hommes, est déployée en Gambie depuis

janvier 2017. Elle avait été envoyée pour forcer au départ le président sortant Yahya Jammeh qui refusait de céder le pouvoir à Adama Barrow après l'élection de ce dernier à la présidentielle de décembre 2016. L'accession au pouvoir de M. Barrow a mis fin à 22 années de régime autoritaire sous M. Jammeh, contraint à l'exil mais dont les partisans réclament le retour. L'Ecomig a pour tâche à présent de garantir la stabilité de ce petit pays enclavé dans le Sénégal à l'exception de la façade Atlantique.

NIGERIA

Le gouverneur de l'Etat d'Edo réélu après être passé à l'opposition

Le gouverneur Godwin Obaseki, un transfuge du parti au pouvoir au Nigeria, passé dans l'opposition, a été réélu dimanche dans l'Etat d'Edo, au terme du premier scrutin tenu dans le pays depuis le début de la pandémie de coronavirus. Godwin Obaseki et le Parti démocratique populaire (PDP) ont

remporté le scrutin de samedi avec 307.955 voix contre 223.619 pour son adversaire Osagie Ize-Iyamu, qui représentait le Congrès des progressistes (APC), le parti du président Muhammadu Buhari. En 2016, Godwin Obaseki avait été élu gouverneur de l'Etat d'Edo sous la bannière de l'APC, mais il

a fait défection pour rejoindre l'opposition après avoir été empêché de se présenter à un second mandat par son parti. Les membres des forces de sécurité nigérianes étaient déployés en nombre pour encadrer ce scrutin, qui s'est déroulé sans débordements. Le port du masque était obligatoire pour participer à cette

élection, la première à être organisée au Nigeria depuis le début de la pandémie de Covid-19, qui a officiellement contaminé plus de 57.000 personnes et fait plus de 1.100 morts dans le pays. Seize états sur les 36 que comptent le Nigeria sont désormais dirigés par des gouvernements appartenant à l'opposition.

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA PAIX

Une célébration en contexte de Covid et de conflits

La Journée internationale de la paix, correspondant au 21 septembre de chaque année, intervient cette fois-ci dans un contexte mondial des plus instables marqué en sus des guerres et des conflits vifs dans nombre de continents, par l'avènement d'un ennemi invisible, le coronavirus, bouleversant l'ordre des choses et ramenant l'humanité à sa juste valeur, à savoir des entités condamnées à vivre ensemble en paix.



La furie, avec laquelle s'abat le virus, montre bien que se faire la guerre est une folie", a rappelé le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, en mars dernier, appelant leurs parties belligères à déposer leurs armes et à se concentrer sur la lutte contre cette pandémie mondiale sans précédent. Dans ce contexte, les Nations unies, initiatrice de cette journée placée cette année sous le signe "façonner la paix ensemble" estiment que "l'année 2020 devait déjà être une année d'écoute et d'apprentissage". Pour ce faire, l'ONU a d'ores et déjà invité des millions de personnes dans le monde à se joindre à la campagne ONU75, la plus vaste conversation mondiale "sur la construction de l'avenir pacifique et prospère que nous voulons". Cette façon de faire est la seule option, précise l'ONU, en mesure de sauver la planète terre et de la transformer pour le mieux. "En ces temps difficiles de distanciation physique, cette Journée internationale de la paix sera consacrée à favoriser le dialogue et l'expression de toutes vos idées. Le monde est invité à s'unir et à partager ses réflexions sur la façon de traverser cette tempête, de guérir notre planète et de la transformer pour le mieux", a écrit l'ONU dans son communiqué à la veille de la célébration de cette journée.

La célébration de cette journée rappellera, par ailleurs, à coup sûr que dans certaines zones du monde à l'image de la Syrie et le Yémen, l'instabilité et la guerre ne se sont pas déclarés

d'elles-mêmes, mais sont, souvent le résultat des agissements de certaines puissances, s'accordent à dire des observateurs.

Dans ces zones, force est de constater que le retour et le triomphe de la paix est la première condition pouvant permettre un retour normal à la vie d'antan.

LE CONTINENT AFRICAIN L'ÉTERNELLE ZONE DE CONFLITS

Le Continent africain qui, de tout temps, est présenté comme étant la terre propice des conflits ne déroge pas aussi cette année à la règle en ce sens où plusieurs conflits sont encore vivaces dont un peuple qui aspire encore à recouvrer son indépendance, à savoir le Sahara occidental.

Au Sahara occidental, le Maroc, qui occupe ce territoire depuis 1975, impose son hégémonie en recourant à toutes les manœuvres possibles pour étouffer le droit des Sahraouis à l'indépendance et les priver de tous les droits fondamentaux. "La non-joissance des Sahraouis de leurs droits économiques, sociaux et culturels constitue une menace pour son identité et sa vie nationale", a alerté récemment le collectif des Lauréats du prix Nobel alternatif dans une lettre adressée au SG des Nations unies dans laquelle ils l'interpellent sur la situation préoccupante dans ce territoire occupé.

En Afrique, les conflits persistent en dépit de nombreuses initiatives de paix prises à la fois par l'Union africaine(UA), l'ONU et certains pays dynamiques dans la région à l'instar de

l'Algérie. L'initiative "Faire taire les armes" de l'UA initiée en 2013, qui n'a ménagé aucun effort pour venir à bout des conflits dans ce continent, n'a malheureusement pas pu atteindre ses objectifs, en témoigne le dernier constat amer établi par les initiateurs de cette idée lors de leur dernier sommet en début de cette année relevant que la paix dans la région est sujette à de nombreux facteurs difficiles à cerner. Ismail Chergui, commissaire à la paix et la sécurité de l'UA et l'un des initiateurs des initiatives faire taire les armes affirme que "la paix ne sera jamais acquise sans l'implication des populations locales lesquelles souffrent de marginalisation jusqu'ici". "La marginalisation, dont souffre les populations locales est à l'origine de l'émergence de nombre de fœux dans la région qui sont tout aussi dangereux, en l'occurrence la vente des armes, la consommation de la drogue entre autres", ne cesse d'alerter M. Chergui. Pour atteindre le noble objectif de faire taire les armes, le continent a aussi besoin de revoir et d'ajuster ses outils de prévention et de règlement de conflit afin de répondre efficacement à l'évolution des conflits et la criminalité, soutient pour sa part M. Ramtane Lamamra, le Haut représentant de l'Union africaine pour faire taire les armes. L'Algérie, qui tient à la paix dans le continent africain, ne cesse d'appeler à l'instauration de la réconciliation et du dialogue pour régler tout conflit et fermer du coup la porte à toute ingérence étrangère.

R.I

ALI KHAMENEI (GUIDE SUPRÊME IRANIEN)

La guerre contre l'Irak a prouvé que l'Iran est "déterminé à se défendre"

La guerre Iran-Irak a montré que la République islamique était "déterminée" à vaincre tous ses ennemis, a déclaré hier le Guide suprême iranien, Ali Khamenei, en commémorant le 40e anniversaire du conflit, sans faire référence à la situation actuelle. "Pendant huit ans, ils ont engagé toutes leurs forces (contre l'Iran) mais au bout du compte, ils ne sont parvenus à rien. Peut-on imaginer victoire plus grande ? La nation iranienne a remporté une victoire brillante", a déclaré l'ayatollah Ali Khamenei dans une allocution télévisée. La guerre entre l'Iran et l'Irak (1980-1988) a été déclenchée par Bagdad le 22 septembre 1980. L'anniversaire du conflit tombe cette année le 21 septembre dans le calendrier persan. Pendant le conflit, le dictateur irakien Saddam Hussein a été soutenu par les Occidentaux, la plupart des pays arabes, ainsi que l'URSS et plusieurs pays du bloc de l'Est, tous désireux d'empêcher l'expansion de la Révolution islamique de l'ayatollah Rouhollah Khomeini qui avait pris le pouvoir 21 mois plus tôt à Téhéran. Saddam Hussein n'était qu'"un instrument" aux mains des puissances étrangères ligées contre la République islamique, a déclaré M. Khamenei.

La guerre "a montré que l'agression contre ce pays est coûteuse" et que "lorsqu'une nation montre qu'elle est déterminée à se défendre avec force et qu'elle réagit de manière dévastatrice à l'agresseur, elle amène celui-ci à réfléchir", a ajouté le guide suprême. L'ayatollah Khamenei n'a fait aucune allusion directe à la situation actuelle, alors que les relations irano-américaines traversent depuis des mois une nouvelle phase de tensions exacerbées.

Dimanche, le président iranien Hassan Rouhani s'est moqué de l'"isolement maximal" des Etats-Unis sur la scène internationale après leur échec à faire reconnaître comme valable leur proclamation unilatérale d'un retour de sanctions de l'ONU contre la République islamique.

"PAS UN CENTIMÈTRE"

Le conflit entre Téhéran et Bagdad s'est achevé en 1988, par l'usure des deux belligérants, sans aucun gain territorial de part et d'autre. L'Iran considère être sorti vainqueur de la "guerre imposée" par l'Irak, étant parvenu à préserver l'intégrité territoriale du pays. Le conflit a également renforcé la République islamique naissante que Saddam Hussein ambitionnait de renverser.

"L'ennemi n'a pas pu s'emparer d'un seul centimètre de notre territoire, le système (politique de la République islamique) était beaucoup plus puissant à la fin de ces huit années de guerre qu'au début du conflit", a jugé l'ayatollah Khamenei. La guerre Iran-Irak a fait des centaines de milliers de morts. Auteur d'un livre sur le conflit, l'historien français, Pierre Razoux, estime que le coût humain du conflit "s'élèverait à environ 680 000 morts et disparus (180.000 côté irakien et 500.000 côté iranien)". Contrairement à la tradition, aucune parade militaire n'a été organisée cette année pour l'anniversaire de la guerre à cause de la pandémie de Covid-19.

A ce sujet, M. Khamenei a également exhorté la population à respecter les normes sanitaires afin de vaincre la maladie, reprochant à nombre de ses compatriotes de négliger le danger. Selon les derniers chiffres officiels publiés hier, l'épidémie a fait près de 24 500 morts sur plus de 425 000 personnes contaminées en Iran. Notant que le virus fait, chaque jour, environ 150 morts dans le pays, M. Khamenei a demandé : "Supposons qu'un avion avec 300 personnes à bord s'écrase tous les deux jours et que tout le monde meure ! Est-ce minime ?"

AFP

EST DE LA RDC

Dix civils et un soldat tués lors d'une attaque de l'ADF

Dix civils et un soldat ont été tués dimanche soir dans l'Est de la République démocratique du Congo lors d'une attaque attribuée au groupe armé des Forces démocratiques alliées (ADF), a indiqué hier un responsable local. "La nuit d'hier (dimanche à lundi), l'ennemi est entré de l'est vers

l'ouest. Il est arrivé à 400 mètres du bureau de secteur de Mbau où il a tué dix personnes et un militaire", a déclaré Donat Kibwana, l'administrateur du territoire de Beni. "L'ennemi, ce sont les ADF", a-t-il ajouté, indiquant que "trois autres personnes sont blessées et plusieurs personnes (sont portées) disparues". Parmi

les dix personnes tuées, "il y a deux hommes et huit femmes", a déclaré, de son côté, le président de la société civile de Mbau, Omar Kalikia, qui a évoqué "un bilan provisoire". "L'attaque a commencé à 20h30 (18h30 GMT) et s'est terminée à 1h00 (23h00 GMT)", selon lui, ajoutant que "trois maisons ont été incen-

diées" et "tous les biens ont été emportés", dont des chèvres. La zone surnommée "le triangle de la mort" est située dans la province du Nord-Kivu près de l'Ouganda, où les ADF sont tenus pour responsables de la mort de 570 civils depuis novembre 2019, selon des experts.

R.I

Moyen-Orient : Pourquoi les Etats-Unis veulent détruire l'Iran

Depuis le début de l'épidémie de Covid-19, l'Iran a fait l'objet de nombreuses critiques concernant sa gestion de la crise sanitaire. A la première phase de déni succède la lenteur d'action des autorités iraniennes, les mesures phares décidées, notamment la fermeture des sites de pèlerinage, des écoles et des universités, et des lieux publics ainsi que l'obligation de confinement intervenant trop tardivement.

Néanmoins, s'agissant du lourd impact des sanctions économiques américaines sur la lutte contre le corona, bien qu'il soit rappelé de manière factuelle dans les analyses, très peu de commentateurs interrogent la responsabilité américaine écrasante dans la mort de civils iraniens à travers la logique de la punition collective qui semble renouer avec la perception largement déshumanisante de «lennemi», prégnante dans la culture stratégique américaine. Les sanctions américaines pourrissent reconnues comme illicites en droit international ont totalement asphyxié l'économie iranienne, entraînant des conséquences redoutables sur la vie quotidienne de l'ensemble de la population.

Dans l'incapacité de vendre son pétrole ou d'emprunter sur les marchés financiers, Téhéran peine à financer l'importation de matériel médical et de produits pharmaceutiques. Quelques mois avant l'apparition de la crise sanitaire mondiale, un rapport foisonnant de détails, publié le 29 octobre 2019, par l'ONG Huwan Right Watch consigne les effets des sanctions américaines sur le secteur de la santé en Iran et notamment sur les personnes atteintes de cancer ou de maladies génétiques rares. Ce rapport souligne que HRW a documenté plusieurs cas, notamment un «dans lequel une entreprise européenne a refusé de vendre à l'Iran les médicaments nécessaires aux patients souffrant d'épidermolyse bulleuse, une maladie génétique rare qui entraîne des cloques sur la peau et les muqueuses et qui affecte plus de 800 personnes en Iran».

Il cite également la liste de médicaments nécessaires au traitement de la leucémie de l'enfant publiée en novembre 2018 par des chercheurs affiliés au centre pédiatrique de recherche et de traitement du cancer Mahak, en précisant qu'«en mai 2019, l'ONG manquait de pégaspargase, de mercaptopurine et de vinblastine, trois médicaments de chimiothérapie, qui figurent tous sur la liste des médicaments essentiels de l'OMS». (1)

Pénuries de médicaments essentiels

En effet, les compagnies pharmaceutiques étrangères et les banques internationales préfèrent généralement refuser toute transaction impliquant l'Iran, quel que soit le produit concerné, plutôt que de s'exposer à un risque de représailles de la part des Etats-Unis. Aujourd'hui «l'Iran connaît l'une des pires épidémies de Covid-19 au monde avec des dizaines de milliers de cas et des milliers de décès» et l'économie «frappée par des sanctions et la chute des prix du pétrole n'est pas en mesure de résister aux retombées économiques de la pandémie» (2).

Pour éviter un effondrement total, les autorités iraniennes ont donc été contraintes, le 8 avril dernier, de dé-



cidier d'une levée partielle du confinement et de la relance de certaines activités économiques. Mais il est surtout frappant de constater qu'en définitive, dans un contexte de drame humanitaire, les Etats-Unis ont décidé le 17 mars de durcir les sanctions contre l'Iran, une décision dénoncée par un appel collectif de plusieurs personnalités politiques internationales et curieusement l'ex-secrétaire d'Etat du président Clinton, Madeleine Albright.(3)

Depuis leur adoption, ces sanctions se sont pourtant révélées totalement contre-productives et ont même entraîné l'effet inverse de celui escompté : sans parvenir à priver le régime de sa base sociale, elles ont abouti à un durcissement de la position de l'Iran et le refus de toute concession politique. Aussi, ces mesures coercitives qui relèvent d'une forme de punition collective constituent le prolongement de la logique de destruction de l'ennemi, tendance lourde de la doctrine stratégique et militaire américaine.

En effet, le facteur idéologico-culturel qui influence les visions politiques américaines ne se limite pas à la scène intérieure, il pèse aussi dans l'élaboration de la doctrine stratégique. Si les décideurs politiques agissent en fonction de la perception immédiate de leurs intérêts stratégiques, notion toutefois fluctuante, et du rapport de force existant, certains événements historico-culturels structurants sont à l'origine de représentations stables qui participent de la définition de l'orientation stratégique et des cadres d'action.

Héritage évangélique

Il serait difficile à l'heure actuelle de saisir la position inconditionnellement pro-Israélienne et viscéralement anti-iranienne de l'équipe Pompeo-Pence sans tenir compte de la prédominance de l'héritage évangélique dans leur représentation de la politique américaine.

L'intensité de leur engagement en faveur de Tel-Aviv repose sur une identification idéologico-culturelle,

qui puise dans la similitude des trajectoires historiques et la communauté de valeurs bibliques les amenant à partager un sentiment d'identité commune. L'importance du facteur idéologico-culturel dans l'appréhension de l'alliance privilégiée

américano-Israélienne a été longuement analysée notamment par Camille Mansour(4) qui insiste sur la centralité des valeurs religieuses partagées et de l'héritage colonial. La représentation de l'Etat israélien – dont l'assise juridique et historique est un texte religieux – comme une réédition du modèle américain se retrouve à la fois dans la psychologie collective américaine et dans les instances de l'appareil de sécurité nationale et des commissions du Congrès, où siègent les représentants de la droite chrétienne.

Plus largement dans la vision politique globale des Etats-Unis et dans la réflexion de la communauté stratégique, il existe un cadre de penser et d'agir qui demeure lié à la spécificité historique des Etats-Unis et à un imaginaire national empreint de religiosité et de sentiment d'exceptionnalisme. Cette représentation pénètre les pratiques sociales et politiques depuis le débarquement des premiers colons britanniques au XVIIe siècle qui affirment, au prisme de la théologie protestante, la destinée manifeste de l'Amérique «citée au sommet d'une colline» et «nouvelle Jérusalem».

La notion de destinée manifeste a légitimé les massacres de la population indigène tout autant que l'expansionnisme militariste des Etats-Unis, qui demeure une constante lourde de l'histoire américaine. Comme le note le spécialiste de la stratégie américaine, Jean-Michel Valentin, il existe «un rapport profondément singulier entretenu aux Etats-Unis entre un habitus collectif pénétré d'une religiosité et d'une mythologie très vivaces, et un rapport au réel qui favorise le recours à des formes de violence armée. La violence doit alors être strictement unilatérale :

elle doit permettre de modifier, de changer le monde non américain, en empêchant toute interaction qui pourrait permettre un échange de violence, et donc des effets réciproques de modification.

Cette complexité s'est installée dès les origines de la nation américaine». (5) S'il n'existe pas une différence de nature entre les colonialismes européens et l'impérialisme américain, «la construction de la civilisation nord-américaine, mais non canadienne, obéit à une dynamique radicalement différente» en raison de la prégnance de l'utopie religieuse dans les représentations de la nation américaine.

Culture stratégique Cette réflexion est également au cœur des analyses du chercheur en géopolitique Alain Joxe(6) qui souligne la différence entre les cultures stratégiques européennes et américaine.

Si les Européens ont une conception clausewitzienne de la guerre comme continuation de la politique par d'autres moyens, dans la culture stratégique américaine pèrie de la croyance en la destinée manifeste, la finalité n'est plus de vaincre un ennemi, mais bien de le détruire par le recours à la force décisive écrasante. Jean-Michel Valentin y voit un «refus fondamental de l'interaction entre le système stratégique américain et les objets sur lesquels il exerce sa puissance».

Cette conception américaine de la guerre qualifiée de douhetiste(7) par Joxe, en raison de la démesure de la puissance de feu, est fondatrice à la fois de la stratégie nucléaire et de l'appareil américain de sécurité nationale. De l'usage de la bombe atomique contre le Japon sur le point de capituler en 1945 à l'utilisation à grande échelle du napalm durant la guerre du Vietnam, la technologie est systématiquement mobilisée pour détruire l'adversaire, en réduisant au maximum les effets de l'interaction stratégique.

Certes, les mutations du contexte stratégique, à travers à la fois l'affir-

mation des acteurs transnationaux et la transformation de la menace et sa diffusion, ont mis fin à la systématisation de la guerre à buts absolus, et avec l'invasion de l'Irak en 2003, confrontés à la ténacité de la résistance locale, les Etats-Unis se sont impliqués de façon inédite dans un processus de reconnaissance. Mais la logique de reconnaissance de l'ennemi ne procédait que de son irréductibilité par la voie militaire et le résultat n'en a pas moins été la destruction d'un Etat et celle de pans entiers de la société irakienne. Selon le site britannique, Iraks Body Count, entre 1991 et 2003, l'embarquement sur l'Irak a entraîné la mort de plus d'un million d'Irakiens, tandis qu'au moins 122 000 auraient péri pendant l'invasion américaine ou lors de ses suites. Les documents révélés par Wikileaks en 2010 accréditent la thèse que de nombreux décès de civils n'ont pas été rendus publics.

Stratégie hybride

Avec la fin des guerres d'occupation et face à l'«insuccès permanent»(8) des Etats-Unis – qui témoigne des limites du paradigme stratégique de la révolution dans les affaires militaires pour garantir la pérennité de leur hégémonie dans un contexte géopolitique transformé par l'ascension de nouvelles puissances internationales et régionales –, Washington a procédé à la reconversion de son modèle : la domination impériale par l'occupation militaire brute cède le pas à une stratégie hybride dans laquelle le recours aux sanctions économiques dépourvues de légitimité internationale est devenue une arme de destruction massive.

Ainsi en dépit de ces adaptations imposées par le nouveau contexte, la logique destructrice qui a été au cœur de l'ensemble des pratiques traditionnelles et des habitudes de pensée de la société américaine et de l'appareil sécuritaire américain est reconduite avec la stratégie des pressions maximales à travers l'idée de châtiment collectif contre un ennemi diabolisé. L'héritage structurel de l'exceptionnalisme américain interdit toute résistance à l'ordre réglé selon les intérêts d'une «nation élite». Car toute opposition ou toute volonté de changement par l'imposition de nouvelles règles contribuerait à sortir la nation américaine de son exceptionnalisme.

Non seulement les Etats-Unis refusent «d'être impliqués dans un processus de changement dû à une influence extérieure» pour reprendre la formule de Michel Valentin, mais ils rejettent l'idée d'un nouvel ordre mondial qui cesserait d'être structuré en fonction de leurs intérêts stratégiques dominants.

Malgré le durcissement des sanctions et le lourd tribut économique, social, sanitaire supporté par la population iranienne, l'Iran continue d'offrir l'image d'une résilience et d'un obstacle à la destinée providentielle des Etats-Unis.

Lina Kennouche